tendances/TELEVISION

PRODUIRE OU MOURIR?

par Malick N'Diaye

Etat d'urgence de la télévision. Les pays africains ont besoin de télévisions nationales plus démocratiques produisant des images destinées à un public africain.

Les télévisions (étatiques) africaines souffrent d'un mal endémique ; caractérisées par des budgets ridiculement modestes et l'absence de politiques de productions endogènes conséquentes. Résultat, elles produisent très peu. Pendant ce temps, les besoins (supposés ou réels) des téléspectateurs croissent à une allure exponentielle.

Comment faire pour éviter au continent d'être un simple dépotoir d'images venues d'ailleurs ayant quelquefois peu de rapport avec les préoccupations immédiates des populations ?

Le dilemme, à vrai dire ne date pas d'aujourd'hui. Nées pour la plupart avec les indépendances des années 60, les télévisions africaines relevaient bien souvent moins d'un besoin immédiat véritable clairement ressenti que d'une volonté d'affirmation de la souveraineté nationale. Limitées au centre urbain (à quelques exceptions près) et placés dès le départ sous une continuelle perfusion, ces êtres étranges réussirent néanmoins de façon paradoxale à créer des habitudes voire à accroître leur audience (pratiques de groupes, urbanisation effrénée, etc.).

Trente ans après les indépendances et à la faveur des bouleversements démocratiques, de nouveaux enjeux (satellites, câbles, implantations de projets en partenariat ...) menacent d'en faire plus que par le passé des instruments d'aliénation si l'on n'y prend garde !

L'effervescence politique qui caractérise le continent africain depuis peu, vent de démocratie oblige !, au niveau du traitement des événements

trends/TELEVISION

PRODUCE OR DIE by

by Malick N'Diaye

State of emergency for Tv. African countries need more democratic national televisions that produce images for African audiences.

African (state-run) televisions suffer from an endemic disease, characterized by ridiculously small budgets and the absence of consequent endogenous production policies. The result is that they produce very little. Meanwhile, the needs (supposed or real) of TV audiences are growing at a staggering rate.

What can be done to avoid the continent from being a simple depositary for images from elsewhere that at times have little in common with the immediate concerns of the population?

The dilemma is not new. African television companies, the majority of which were born when the various countries gained independence in the 1960s, have often felt less a clearly immediate need than the desire to assert their national sovereignty. Restricted to the urban centres (with some exceptions) and from the start as if under a constant "drip", these strange beings nevertheless managed paradoxically to create habits, indeed to increase their audiences (group watching, frenetic urbanization etc.).

Thirty years after independence and with the democratic upheavals, new phenomena (satellites, cables, projects set up in partnerships...) threaten to do more harm than the instruments of alienation in the past, if we are not careful!

The political effervescence that has recently been characterizing the African scene - thanks to the winds of democracy! - on how events are covered partially illustrates this strange paradox. For the French-speaking regions, African TV viewers patiently wait for Canal France

illustre partiellement cet étrange paradoxe. Pour l'espace francophone, les téléspectateurs africains attendent sagement que Canal France Internationale (Cfi) ou l'Agence d'Images Tv (Aitv) etc, leur fournissent des reportages même si l'événement en question se déroule chez le proche voisin.

Il est vrai que, les citadins économiquement nantis semblent avoir trouver la parade en s'équipant d'antennes paraboliques (assez coûteuses) pour suivre en direct les émissions de chaînes étrangères.

On estime que plus de 55 % du temps d'antenne total de la télévision en Afrique est occupé par des programmes importés. L'analyse des structures des programmes des chaînes africaines révèlent que 60 % des programmes sont consacrés à l'actualité (information) en Côte d'Ivoire dont 37 % sont importés, 36 % au Kenya pour 35 % d'importation, 42 % au Sénégal pour 49 % d'importation, 35 % en Ouganda pour 73 % d'importation. Le constat est sévère : bien que progressant régulièrement les échanges de programmes interafricains coordonnés par l'Urtna à travers le centre d'échange de programmes de Nairobi restent encore confidentiels. Et pire, il n'existe pas en Afrique d'entreprises commerciales africaines de production et/ou de diffusion de programmes assez importants pour promouvoir la production locale.

La quasi totalité des organismes de Tv en Afrique sont fortement tributaires de sources multinationales pour toutes les informations internationales. Or les structures de ces programmes indiquent que les informations et divertissements (téléfilms magazines de sports...) consti-

▲ **Didascalia**

International (Cfi) or the Agence d'Images Tv (Aitv) etc. to provide them with reports even if the event in question is taking place in a nearby country.

It is true that economically well-off citizens seem to have found the way to show off by installing (relatively costly) satellite dishes to follow live the programmes on foreign channels.

It is estimated that more than 55% of the total antenna time of television in Africa is taken up by imported programmes. The analysis of the structures of the programmes of African channels show that 60% of the programmes are on current events (news) in the Ivory Coast, 37% of which are imported, 36% in Kenya with 35% of imports, 42% in Senegal with 49% of imports, 35% in Uganda with 73% of imports. The point made here is serious: although regularly progressing, the exchanges of inter-African programmes coordinated by the Urtna through the programme exchange centre in Nairobi, remains limited. And worse still, there are no African commercial production firms and/or distribution companies in Africa that are big enough to promote local production.

The virtual totality of Tv companies in

tuent la majeure partie des programmes télévisés africains.

A titre indicatif, les émissions pour enfants offrent un tableau préoccupant. La Côte d'Ivoire en produit 7 % pour 92 % d'importation, le Kenya 15 % pour 73 % d'importation, le Nigéria 10 % pour 46 % d'importation, le Sénégal 9% pour 66 % d'importation, etc.

Cette situation de fort déséquilibre a conduit des professionnels de l'image et responsables de chaînes publiques à se réunir en septembre 1991 à Maputo autour du thème : les enjeux d'une télévision démocratique. Le colloque de Maputo, organisé par l'Institut Mozambicain de Communication Sociale (Ics) Vidéazimut, une coalition internationale basée à Montréal et Crocevia, une autre Ong italienne a permis de réunir responsables de chaînes publiques et producteurs privés d'Afrique Australe (Namibie, Zimbabwé, Afrique du Sud), d'Afrique Occidentale, du Brésil et de l'Inde.

Monsieur Rafael Maguni, Ministre Mozambicain de l'Information a défini la rencontre comme "une excellente occasion d'échanges d'idées entre les organismes d'information, les institutions et les professionnels de la communication sociale face aux défis qui se posent à l'usage démocratique de ce puissant moyen de communication qu' est la télévision."

L'initiative de ce colloque traduit essentiellement l'inquiétude de plus en plus forte dans les pays en développement face au poids de la présence excessive de produits d'aliénation véhiculés par les programmes de télévision.

"Combien de fois, nous sentions-nous révoltés quand nous pressons le bouton de notre appareil et que nous sommes aussitôt envahis par des images ou des histoires qui agressent nos cultures en nous sentant en même temps impuissants pour les éviter ? N'y aurait-il pas des moyens de démocratiser l'usage de la boite magique ?" S'est-il interrogé.

Le Mozambique, qui est à ses premiers pas dans la mise en place d'une télévision nationale est confronté à d'énormes difficultés. "Sommes-nous condamnés à devenir les poubelles des multinationales de la télévision ? Notre télévision

Africa are strongly dependent on multinational sources for all international information. Now, the structures of the programmes show that news and entertainment (Tv series, sports programmes...) make up the majority of African television programmes.

For example, children's programmes offer a worrying picture. The Ivory Coast produces 7% and imports 92%, Kenya 15% for 73% of imports, Nigeria 10% for 46% of imports, Senegal 9% for 66% of imports, etc.

This strongly unbalanced situation led to a meeting of professionals in the image business and the heads of public Tv companies in Maputo in September 1991 on the subject: the stakes of democratic television. The Maputo conference, organized by the Mozambique Institute of Social Communication (Ics), Vidéazimut, an international coalition based in Montreal and Crocevia, an Italian Ngo, brought together heads of public Tv companies and private producers from Southern Africa (Namibia, Zimbabwe, South Africa), Western Africa, Brazil and India.

Mr. Raphael Maguni, the Mozambique Minister of Information, defined the meeting as "an excellent opportunity for the exchange of ideas between information agencies, the institutions and professionals of social communication in the face of the challenges set by the democratic use of this powerful means of communication, television."

The initiative of this seminar essentially translates the increasingly greater concern in developing countries on the weight of the excessive presence of alienating products conveyed by Tv programmes.

"How many times do we feel revolted when we switch on our Tv sets and are immediately invaded by images or stories that aggress our cultures making us feel impotent at the same time to avoid them? Aren't there any means to make the use of the magic box more democratic?" These were the questions raised.

Mozambique, which is taking its first steps in setting up a national television is faced with enormous difficulties. "Are we doomed to beco-

doit se développer en cherchant l'équilibre nécessaire entre une production nationale de plus en plus nombreuse et de qualité et les programmes importés pouvant contribuer à informer de façon saine et élever les connaissances scientifiques et culturelles des Africains" a indiqué le ministre. D'importants communications portant sur les enjeux d'une télévision véritablement démocratique en termes de contenus de programmation, d'accession des populations aux images ont contribué à hisser convenablement le niveau des débats.

Au Zimbabwé par exemple, avant l'indépendance, la corporation de radiodiffusion importait 77 % de ses programmes et diffusait 23 % de productions locales. Depuis l'indépendance (en 1980) un vigoureux effort a permis à la Zimbabwe Broadcasting Corporation (Zbc) de restructurer la programmation réussissant à atteindre 44 % de programmes produits localement contre 51 % de programmes importés. Mieux les projections sur les cinq prochaines années à venir laissent présager une augmentation de la part de la production nationale à hauteur de 55 % contre 45 % de programmes importés. Cette évolution n'aura véritablement de portée significative que si la qualité des programmes réalisés sur place parvient à attirer l'attention du public, toute chose à laquelle s'attèle énergiquement les responsables de la Zbc.

Les expériences de Namibie, du Brésil, du Québec indiquent qu'au delà des réelles entraves liées à la diffusion, à la création, etc., le défi mérite d'être relevé. L'Afrique doit impérativement produire des images à destination de son public. Le village global ne lui laisse aucune autre alternative : produire ou mourir, tel semble être les termes de ce défi.

me the rubbish dumps of the Tv multinationals? Our television must develop whilst seeking the necessary balance between an increasingly greater national production of better quality and imported programmes that can contribute by informing correctly and raising the standard of Africans' scientific and cultural knowledge," said the Minister. Significant papers on the importance of a truly democratic television in terms of programming content and access of the populations to images contributed to raising the level of the debates.

Prior to independence in Zimbabwe, for example, the broadcasting corporation imported 77% of its programmes and showed 23% of local productions. Since independence (in 1980) a great effort has enabled the Zimbabwe Broadcasting Corporation to restructure its programming, succeeding in showing 44% of locally produced programmes against 51% of imported programmes. The projections for the next five years predict an increase in national production, with 55% of local productions against 45% of imported programmes. This evolution will only be of significance if the quality of the programmes made locally succeeds in attracting audiences, and the management of Zbc are energetically working with this aim in mind.

The experiences of Namibia, Brazil and Quebec show that beyond the real obstacles linked to broadcasting, creation etc., it is very worthwhile accepting the challenge. Africa must produce images for its public. The global village does not leave it any alternative: produce or die seems to be the challenge ahead.